



# En quoi le monde sera-t-il différent après la COVID-19 ?

Réflexions de six éminents penseurs sur la façon dont la pandémie a changé le monde



## Daniel Susskind

En mars 2020, le rabbin Jonathan Sacks, figure influente de la vie intellectuelle britannique, a décrit la catastrophe de la COVID-19 comme « ce qui se rapproche le plus d'une

révélation pour un athée ».

À ce moment-là, cette comparaison m'est apparue idoine : elle exprimait la dimension biblique du choc que nombre d'entre nous avons ressenti face à cette crise foudroyante, exceptionnelle et redoublant si vite d'intensité. « Nous étions en rythme de croisière depuis plus d'un demi-siècle », précisait-il, et tout à coup « nous sommes confrontés à la fragilité et à la vulnérabilité de la condition humaine ».

Aujourd'hui, quelques mois plus tard, sa comparaison me paraît toujours appropriée, mais pour une raison différente, qui a son importance dans la réflexion sur le monde d'après la COVID-19.

Cette crise est effrayante, notamment parce qu'elle revêt plusieurs aspects nouveaux et inédits : urgence médicale planétaire provoquée par un virus que nous

ne saisissons toujours pas totalement et catastrophe économique que nous nous infligeons à nous-mêmes, car elle est la riposte indispensable pour enrayer la propagation du virus.

Et pourtant, à mesure que le temps passe, on s'aperçoit aussi que l'aspect le plus affligeant de cette crise n'a pour ainsi dire absolument rien de nouveau : les différences spectaculaires en termes de contagion et d'issue de la COVID-19 semblent traduire les inégalités économiques existantes. L'incroyable disproportion entre la valeur apportée par les « travailleurs essentiels » à la société et leurs maigres rémunérations découle de l'incapacité bien connue du marché à apprécier à sa juste valeur ce qui a réellement de l'importance.

L'acceptation béate de la désinformation et de la mésinformation sur le virus était à prévoir, compte tenu de la montée du populisme et de la méfiance croissante envers les experts depuis une décennie. Il ne faut pas non plus s'étonner de l'absence de riposte internationale correctement coordonnée, étant donné l'apologie de la politique du « repli sur soi » dans le monde ces dernières années.

La crise est donc une révélation en un sens beaucoup plus littéral : elle concentre notre attention collective sur les nombreuses injustices et défaillances qui existent déjà dans notre vivre ensemble. Si certains étaient auparavant aveugles à ces carences, il leur est désormais difficile de ne pas les voir.

À quoi ressemblera le monde après la COVID-19 ? Nombre des enjeux auxquels nous serons confrontés au cours des dix prochaines années seront simplement des versions plus extrêmes de ceux auxquels nous nous heurtons déjà aujourd'hui. Cette fois, le monde n'apparaîtra que vraiment différent si, au sortir de la crise, nous nous décidons à agir pour relever ces défis et susciter un changement radical.

**DANIEL SUSSKIND** est chercheur en économie au Balliol College de l'Université d'Oxford et auteur de l'ouvrage *A World Without Work* (Allen Lane, 2020).



### James Manyika

Le monde d'après la COVID-19 a peu de chances de redevenir comme avant. Nombre de tendances déjà amorcées dans l'économie mondiale s'accroissent sous l'effet de la pandémie.

C'est en particulier le cas de l'économie numérique, avec l'essor de nouvelles pratiques telles que le télétravail, l'apprentissage à distance, la télémédecine et les services de livraison. D'autres transformations structurelles pourraient également s'accroître, notamment la régionalisation des chaînes d'approvisionnement et une nouvelle explosion des flux de données transfrontaliers.

Les futures méthodes de travail sont arrivées plus vite que prévu, avec leurs problèmes (dont beaucoup pourraient

être amplifiés) tels que la polarisation des revenus, la vulnérabilité des travailleurs, l'ubérisation du travail et la nécessité pour les salariés de s'adapter aux transitions professionnelles. Cette accélération n'est pas seulement le résultat des progrès technologiques, mais aussi des nouvelles façons d'envisager la santé et la sécurité ; les économies et les marchés du travail mettront du temps à se rétablir et en ressortiront certainement transformés.

Avec l'amplification de ces tendances, les réalités de la crise actuelle ont suscité la remise en question de plusieurs convictions, qui pourrait avoir un effet sur les choix à long terme pour l'économie et la société. Il peut s'agir des attitudes envers l'efficacité par rapport à la résilience, de l'avenir du capitalisme, de la densification de l'activité et de la vie économiques, de la politique industrielle, de notre façon d'aborder les défis universels qui nécessitent une action mondiale et collective, tels que les pandémies et les changements climatiques, ou encore du rôle des gouvernements et des institutions.

Au cours des vingt dernières années dans les pays avancés, la responsabilité est en général passée des institutions aux particuliers. Toutefois, les systèmes de santé sont mis à l'épreuve et souvent jugés défaillants, tandis que l'on ré-examine certains avantages tels que le congé de maladie rémunéré et le revenu universel de base. La façon dont les institutions viennent en aide aux particuliers pourrait connaître une transformation à long terme grâce à des dispositifs de protection et à un contrat social plus inclusif.

Comme l'a montré l'histoire, les choix faits en temps de crise peuvent façonner le monde pendant des décennies ultérieures. Ce qui restera fondamental, c'est la nécessité d'agir collectivement pour bâtir des économies qui assureront une croissance économique inclusive, la prospérité et la sécurité pour tous.

**JAMES MANYIKA** est président et directeur de l'Institut mondial McKinsey.



### Jean Saldanha

Dans son ouvrage *La Pandémie est un portail*, l'écrivaine indienne Arundhati Roy écrit : « Historiquement, les pandémies ont obligé les êtres humains à rompre avec le passé et à imaginer un tout nouveau monde. Celle-ci ne fait pas exception. Elle est un portail, une passerelle entre un monde et le suivant. »

Le fonctionnement du multilatéralisme va devoir changer pour tenir compte de ce monde très différent. La pandémie de COVID-19 a testé les limites de la coopération internationale. Le soutien aux pays en développement, en particulier, reste insuffisant. Ces pays ont été touchés très tôt par le

ralentissement économique mondial, notamment par des sorties de capitaux records et par le resserrement des conditions financières. Face à la pire crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale, leurs économies souffrent de contraintes sans précédent sur la capacité déjà limitée de leurs finances publiques à répondre aux besoins sociaux et de santé publique immédiats.

Les choix faits aujourd'hui auront des conséquences d'une envergure considérable. Il est inacceptable de s'en tenir essentiellement au statu quo : c'est ignorer l'ampleur des souffrances humaines déclenchées par la pandémie.

Un programme de réforme approprié sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies doit inclure le FMI pour remédier aux problèmes structurels qui ont contribué à la vulnérabilité de la dette dans l'ensemble des pays en développement. Un tel programme ne doit plus orienter le financement du développement sur des réformes favorables au marché, ni sur des incitations à l'investissement privé ; il doit abandonner le dogme de l'austérité. En outre, les pays riches doivent enfin honorer leurs engagements d'aide publique au développement.

Les déséquilibres de pouvoir au sein des institutions internationales doivent également être corrigés pour reconnaître en toute équité les besoins et les droits des deux tiers de la population mondiale qui résident dans l'hémisphère Sud.

Si la communauté internationale ne réagit pas de façon décisive aujourd'hui, le Programme 2030 et l'accord de Paris seront irrémédiablement compromis. Un nouveau multilatéralisme — dans lequel la réforme des institutions de Bretton Woods jouera un rôle essentiel — est indispensable dès maintenant et doit s'appuyer sur une vision du développement qui s'articule autour des droits humains, de la parité femme-homme et du climat.

**JEAN SALDANHA** est directrice du Réseau européen sur la dette et le développement.



### Sharan Burrow

Le monde après la première vague de COVID-19 devra être plus inclusif, résilient et pérenne. Nous vivons aujourd'hui dans un monde où les inégalités se creusent dans les pays et entre eux, en raison de la course vers l'abîme menée par les

entreprises et de la pauvreté dans laquelle vit une grande partie de la main-d'œuvre mondiale. Trop de pays ont subi les chocs extérieurs entraînés par la COVID-19 sans protection sociale universelle, ni un solide système de santé publique, sans plan d'action pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et sans une économie réelle durable avec des emplois de qualité.

La conférence de Bretton Woods, tenue alors que la guerre faisait encore rage, avait contribué à jeter les bases d'un contrat social d'après-guerre. De même, tout en mettant un terme à la pandémie, nous devons élaborer un ambitieux plan de reconstruction. Le soutien de tous les pays est une question de survie collective et un investissement dans l'avenir de la santé, de l'économie mondiale et du multilatéralisme. Le choix nous incombe, et les mesures prises par le FMI et le système multilatéral seront déterminantes.

Notre objectif pour la reprise doit être le plein emploi et un nouveau contrat social. L'investissement public dans l'économie des soins, l'éducation et les infrastructures sobres en carbone peut constituer les fondements d'une relance qui réduira les inégalités. La politique salariale, les négociations collectives et la réglementation du marché du travail peuvent raviver la demande et les revenus, tout en mettant un terme à un modèle d'activité qui laisse les entreprises s'affranchir de toute responsabilité vis-à-vis de leurs salariés.

La dette devra être réglée par un processus d'allègement axé sur les objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unies et sur la croissance économique pérenne de chaque pays. Un assainissement budgétaire aveugle a entravé la gestion et la réduction de la dette après la crise financière mondiale et amoindrirait encore une fois notre capacité à faire face aux futures crises sanitaires et économiques.

Ce monde de la COVID-19 pourra engendrer une prospérité partagée, s'il se caractérise par une ambition réciproque et une solidarité mondiale.

**SHARAN BURROW** est secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale.



### Sergio Rebelo

La COVID-19 laissera une empreinte durable sur l'économie mondiale : elle aura provoqué des transformations permanentes et apporté de précieux enseignements.

Le dépistage du virus deviendra sans doute partie intégrante de nos vies, au même titre que les mesures de sécurité devenues omniprésentes après le 11 septembre. Il convient d'investir dans l'infrastructure nécessaire à la détection de futures épidémies virales : cet investissement protège les économies au cas où l'immunité à la COVID-19 s'avérerait temporaire.

Nombre de pays ont adopté des versions de la subvention allemande *Kurzarbeit* (travail réduit) durant la pandémie : elle maintient les salariés dans leur emploi moyennant des horaires et des salaires réduits, leur manque à gagner étant en partie compensé par le gouvernement. En maintenant intacte l'adéquation entre entreprises et salariés, l'économie

est mieux à même de se redresser rapidement. Il est primordial d'améliorer la mise en œuvre de telles politiques et d'en faire des éléments permanents de notre panoplie de mesures de reprise économique.

Le travail à distance deviendra vraisemblablement plus courant. Il était déjà prouvé que le travail à domicile est au moins aussi productif que le travail au bureau, mais nombre d'entreprises étaient réticentes à l'adopter. Maintenant qu'elles sont nombreuses à l'avoir essayé avec des résultats positifs, le télétravail pourrait bien s'implanter durablement.

La crise pandémique a accéléré le rythme de la transformation numérique : nouvelle expansion du commerce électronique et adoption de plus en plus rapide de la télé-médecine, de la vidéoconférence, de l'enseignement en ligne et des technologies financières.

Les entreprises dont les chaînes d'approvisionnement sont mondiales sont confrontées à des pénuries et des paralysies. Nombre d'entre elles vont probablement rapatrier une partie de leur production. Malheureusement, cette évolution ne créera pas beaucoup d'emplois, car l'essentiel de la production sera sans doute automatisé.

Les gouvernements endosseront un rôle plus vaste, après avoir joué celui d'assureur et d'investisseur de dernier recours durant la crise. La dette publique explosera, entraînant des difficultés financières dans le monde entier.

L'enseignement le plus précieux de la pandémie de COVID-19 est la nécessité de relever ensemble les défis qui touchent l'ensemble de l'humanité : nous sommes beaucoup plus forts unis que divisés.

**SERGIO REBELO** est professeur de finance internationale à la Kellogg School of Management de l'Université Northwestern.



## Ian Bremmer

L'ordre mondial était déjà en mutation bien avant la crise de la COVID-19. Le coronavirus a accéléré trois des grandes tendances géopolitiques qui façonneront notre prochain ordre mondial ... celui qui nous attend dès la fin de la pandémie.

La première tendance est la **démondialisation** : les problèmes logistiques mis en lumière par la crise actuelle indiquent déjà que les chaînes d'approvisionnement mondiales en flux tendu seront de moins en moins utilisées. Toutefois, face aux difficultés économiques croissantes, **la montée inévitable du nationalisme et du « repli sur soi »** incitera les entreprises à relocaliser leurs activités de façon à favoriser les chaînes d'approvisionnement nationales et régionales.

La troisième tendance, **l'ascension géopolitique de la Chine**, était en préparation depuis plus de trente ans.

Toutefois, même si la Chine a réussi à se métamorphoser en une superpuissance économique et technologique, personne ne s'attendait à ce qu'elle devienne une superpuissance « d'influence » : cela pourrait bien changer avec la présente crise, si, en poursuivant sa diplomatie de crise, la Chine convainc durablement que la riposte de Pékin à l'épidémie a été beaucoup plus efficace que celle du reste du monde.

Bien entendu, ce n'est pas simplement parce que la Chine semble s'en sortir mieux que c'est effectivement le cas. Le scepticisme envers les chiffres communiqués par la Chine a bien une raison. Cette méfiance générale a continué d'être alimentée par la façon dont la Chine a initialement dissimulé l'épidémie, la laissant ainsi se propager au monde entier. Donald Trump et son gouvernement s'appuient sur ce discours pour en faire une stratégie électorale et détourner l'attention de leur propre gestion de la pandémie. La Chine ne se laissera pas faire, et il est donc de plus en plus probable qu'une fois le monde sorti de la pandémie actuelle, nous serons plongés dans une nouvelle guerre froide, cette fois entre les États-Unis et la Chine.

Nouvel ordre mondial ou pas, un certain nombre de choses ne changent tout simplement pas. **FD**

**IAN BREMMER** est président et fondateur du groupe Eurasia.